

Marine et des Pêcheries (M. Hazen); croit-il que le Gouvernement n'a aucune responsabilité à cet égard? Non seulement le Gouvernement n'a pas poursuivi les hommes contre qui on allègue ces choses, mais il a gardé ces mêmes ingénieurs à son service. Le Gouvernement n'est pourtant pas très pointilleux sur les destitutions. Il n'a pas la conscience tranquille sur ce point; il a destitué des fonctionnaires pour les raisons les plus futiles. Il a destitué des fonctionnaires simplement parce qu'ils étaient soupçonnés d'être libéraux, alors qu'il n'y avait aucune autre accusation contre eux. Il a destitué des fonctionnaires des postes, des douanes, des phares, des chemins de fer, simplement parce qu'ils étaient libéraux, bien qu'ils fussent d'honnêtes gens, accomplissant fidèlement leurs fonctions publiques. Il a même destitué des morts, parce qu'on croyait qu'ils étaient libéraux; il a destitué des fonctionnaires simplement parce qu'ils flattaient le chien d'un libéral dans la rue. Mais selon sa propre admission, voici des gens, employés par le Gouvernement, et qui ont aidé à voler des millions au peuple de notre pays—et pas un seul n'a été destitué. Si le rapport est vrai, si les déclarations faites par les députés ministériels qui ont parlé sur ce sujet sont vraies, le Gouvernement aide, appuie et protège des escrocs, et il est aussi coupable qu'eux. Voilà ce que le peuple contribuable veut savoir, et le Gouvernement ne peut se dérober. Si ce qu'on dit du côté ministériel est vrai, ces hommes ne devraient pas être en liberté; le pénitencier est leur habitacle propre. Je répète encore: qu'est-ce que le Gouvernement va faire à ce sujet?

Mais il y a plus que cela encore. Si la dixième partie de ce que les ministériels affirment s'est produit, les entrepreneurs eux-mêmes sont des gens malhonnêtes. Lorsque le Gouvernement actuel est venu au pouvoir, il a constaté qu'un dépôt avait été fait par chacun de ces entrepreneurs; il avait aussi en main une retenue conservée par l'ancien Gouvernement. Si le Gouvernement actuel avait été sincère en l'espèce, il aurait dû garder l'argent jusqu'au règlement de toute l'affaire. Ces entrepreneurs s'étaient solennellement engagés à s'en tenir fidèlement et honnêtement aux clauses de leurs contrats sous peine de perdre l'argent qu'ils avaient déposé aux mains du Gouvernement comme garantie. Mais le Gouvernement n'exige rien; il a remis cet argent, dans plusieurs cas, sans exiger une piastre. Mais il a fait plus, même. Lorsque l'ancien Gouvernement était au pou-

voir, il s'éleva une querelle entre les ingénieurs de l'Etat et les ingénieurs du Grand-Tronc-Pacifique, et cette dispute fut soumise à l'arbitrage selon les statuts.

Les arbitres étaient M.M. Kelliher, pour le Grand-Tronc-Pacifique; Gordon Grant pour la commission du Transcontinental, c'est-à-dire pour le Gouvernement, et le troisième, Collingwood Schreiber. Les arbitres décrétèrent qu'ils déduiraient, de la réclamation de J. D. McArthur, la somme de \$550,000, et l'ancien Gouvernement décida d'appliquer cette décision.

Qu'a fait le cabinet conservateur depuis qu'il est au pouvoir? Il n'a donné aucune suite à la décision des arbitres, et n'a diminué le compte de l'entrepreneur que de \$150,000, lui payant ainsi \$400,000 de plus que les arbitres lui avaient accordé, et plus que l'ancien Gouvernement avait décidé de lui donner. En face de cela, le Gouvernement actuel peut-il accuser l'ancienne commission du Transcontinental de ne pas avoir fait son devoir ou d'avoir gaspillé l'argent du public? Les électeurs voudront savoir pourquoi on a passé outre à la décision des arbitres, et pourquoi l'on a payé à cet entrepreneur \$400,000 de plus que les arbitres lui accordaient. Cependant on veut nous faire croire que c'est l'ancien Gouvernement ou la commission du Transcontinental qui a gaspillé l'argent du public.

Je ne sais pas, je ne puis comprendre, comment le Gouvernement actuel peut dire au peuple que certaines personnes volaient les contribuables, et que cependant ils les garde à son service; qu'il ne les a pas poursuivies, qu'il n'a pas pris des procédures légales contre elles, mais qu'il a tout approuvé. Je ne crois pas que l'on trouve rien de semblable dans l'histoire du Canada ou de tout autre pays. Lorsque le parti libéral a accusé Connely et McGreevy d'avoir gaspillé l'argent du Gouvernement, il a poursuivi ces hommes devant les tribunaux et les a fait condamner et punir. Le parti libéral a montré sa sincérité; il a agi comme il devait le faire, courageusement, et s'il y avait quelque vérité dans ce rapport, le Gouvernement actuel agirait de la même manière. Mais il sait que ce rapport n'est pas vrai; il n'accepte pas ses conclusions; et depuis qu'il l'a reçu jusqu'à ce jour il n'a pris aucune initiative sur une seule de ces conclusions.

Le Gouvernement a payé une somme énorme à ces deux hommes pour faire cette enquête. Ceux-ci ont fait leur rapport, et si ce rapport n'est pas vrai—et nous sommes obligés d'en arriver à cette conclusion—c'est alors un rapport diffama-